

**Initiateur**

Le présent arrêté est proposé par la Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.** À l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 octobre 2014 fixant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 septembre 2020, est ajouté un point 4<sup>o</sup>, ainsi rédigé :

« 4<sup>o</sup> 10% dans l'année calendaire 2022. ».

**Art. 2.** Le ministre flamand compétent pour l'agriculture et la pêche en mer est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 octobre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,  
H. CREVITS

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST****SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C - 2021/22390]

**28 OCTOBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une intervention complémentaire à destination du code NACE-BEL 56.302 dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, articles 10 et 19 ;

Vu le rapport du 13 octobre 2021 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 octobre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 octobre 2021 ;

Vu l'avis 70.352/2 du Conseil d'État, donné le 27 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence ;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant le Comité de concertation du 20 août 2021 ;

Considérant que les établissements relevant du code NACE-BEL 56.302 étaient fermés jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2021 ;

Considérant qu'à la suite d'une prolongation de fermeture jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2021 pour ces secteurs, la présente mesure a pour but de soutenir les indépendants et entreprises actives dans ces secteurs dans le cadre de leur reprise ;

Considérant que les entreprises concernées ont vu leur chiffre d'affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés ;

Considérant qu'il y a urgence d'adopter le présent projet vu la situation de difficulté qui subsiste pour ces entreprises qui subissent de graves dommages économiques ;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'amoinrir les difficultés rencontrées et de tenter d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité du fait de la crise ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de renforcer l'intervention et qu'il est fondamental de soutenir financièrement ces secteurs dans les meilleurs délais ;

Considérant le Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

Sur proposition du Ministre de l'Économie ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises ;

2<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions ;

3<sup>o</sup> l'entreprise : la très petite, la petite ou la moyenne entreprise visée à l'article 3, §§ 3 et 5, du décret ainsi que la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal et qui, compte tenu de ses revenus professionnels, paie des cotisations sociales ;

4<sup>o</sup> le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n<sup>o</sup> 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n<sup>o</sup> 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n<sup>o</sup> 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n<sup>o</sup> 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n<sup>o</sup> 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 ;

5° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche ;

6° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, accessible à l'adresse <https://indemniteCOVID.wallonie.be> ;

7° l'effectif d'emploi : la moyenne du nombre de travailleurs en 2019 occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'entreprise correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres de 2019.

**Art. 2.** La crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 est reconnue par le Gouvernement comme un événement extraordinaire au sens de l'article 10 du décret.

**Art. 3.** L'intervention est octroyée conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, ci-après dénommé Règlement 1407/2013.

**Art. 4.** Le Ministre octroie, selon les modalités qu'il détermine, une intervention à l'entreprise :

1° qui possédait une unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16°, du Livre I<sup>er</sup>, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 1<sup>er</sup> octobre 2021 ;

2° dont l'activité relève du code NACE-BEL 56.302.

**Art. 5.** L'intervention visée à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, est de :

1° 8.000 euros si l'effectif d'emploi est de 0 ;

2° 12.000 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 10 ;

3° 18.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10 et inférieur à 50 ;

4° 24.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 50.

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, 7°, si l'entreprise a été créée en 2020, l'effectif d'emploi est calculé sur la moyenne du nombre de travailleurs de l'année de la création de l'entreprise.

L'intervention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est attribuée une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique.

**Art. 6.** Dans les délais déterminés par le Ministre, l'entreprise introduit auprès de l'Administration sa demande d'intervention via un formulaire sur la plateforme web.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'entreprise doit fournir au moins les informations suivantes :

1° son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises ;

2° le code NACE-BEL de l'activité pour laquelle l'entreprise sollicite l'intervention complémentaire ;

3° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web ;

4° le numéro de compte de l'entreprise.

L'entreprise déclare au moins via la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 2, 3°, ne pas dépasser les plafonds tels que définis dans le Règlement 1407/2013, à savoir 200.000 euros sur les trois derniers exercices fiscaux, relever d'une activité reprise dans un des codes NACE-BEL visés à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°.

Le montant de l'intervention est calculé par l'Administration, conformément à l'article 5, sur base des données qui lui sont communiquées par les sources authentiques et des documents fournis par l'entreprise.

**Art. 7.** La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement de l'intervention relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général de l'Administration.

**Art. 8.** Lorsque la demande d'intervention n'est pas recevable, l'agent de niveau A visé à l'article 7 suspend la demande et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété dans un délai d'un mois à dater de la date de notification de la suspension ou que la demande d'intervention est à nouveau déclarée irrecevable, celle-ci est définitivement annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'entreprise est informée électroniquement que l'intervention est accordée.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 octobre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/22390]

**28. OKTOBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung einer ergänzenden Beihilfe für Unternehmen mit dem NACE-BEL-Code 56.302 im Rahmen der Coronavirus-COVID-19-Krise**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 10 und 19;

Aufgrund des Berichts vom 13. Oktober 2021, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 14. Oktober 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 21. Oktober 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 27. Oktober 2021 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 70.352/2 des Staatsrats;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19;

In Erwägung des Konzertierungsausschusses vom 20. August 2021;

In der Erwägung, dass die unter dem NACE-BEL-Code 56.302 geführten Unternehmen bis zum 1. Oktober 2021 geschlossen waren.

In der Erwägung, dass nach einer Verlängerung der Schließung bis zum 1. Oktober 2021 für diese Sektoren die vorliegende Maßnahme darauf abzielt, die in diesen Sektoren tätigen Selbstständigen und Unternehmen bei der Wiederaufnahme ihrer wirtschaftlichen Tätigkeit zu unterstützen;

In der Erwägung, dass die Umsätze der betroffenen Unternehmen zurückgegangen oder sogar völlig ausgefallen sind, wodurch das Einkommen sowohl der Unternehmer als auch ihrer Mitarbeiter gefährdet wurde;

In der Erwägung, dass es dringend ist, den vorliegenden Entwurf zu verabschieden, dies wegen der nach wie vor bestehenden schwierigen Situation für diese Unternehmen, die einen schweren wirtschaftlichen Schaden erleiden;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, die aufgetretenen Schwierigkeiten zu mildern und zu versuchen, eine Konkurswelle bei den Unternehmen zu vermeiden, die infolge der Krise mit Liquiditätsproblemen konfrontiert sind;

In der Erwägung, dass es daher notwendig ist, die Beihilfe zu intensivieren, und dass es unerlässlich ist, diese Sektoren so schnell wie möglich finanziell zu unterstützen;

In Erwägung der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° Unternehmen: das Kleinst-, Klein-, oder Mittelunternehmen im Sinne von Artikel 3 §§ 3 und 5 des Dekrets sowie die natürliche Person, die hauptberuflich eine berufliche Aktivität ausübt und die aufgrund ihres Berufseinkommens Sozialbeiträge zahlt;

4° NACE-BEL-Code: das vom Landesamt für Statistiken in einem harmonisierten Europäischen Rahmen erarbeitete Verzeichnis der Wirtschaftszweige (NACE-BEL 2008), so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 der Kommission vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt wird;

5° Verwaltung; der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

6° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, die über <https://indemniteCOVID.wallonie.be> zugänglich ist;

7° Beschäftigtenzahl: die durchschnittliche Zahl der 2019 im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebsstätten des Unternehmens beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionalen Angaben bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von 2019.

**Art. 2** - Die Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem Coronavirus COVID-19 wird von der Regierung als ein außerordentliches Ereignis im Sinne von Artikel 10 des Dekrets anerkannt.

**Art. 3** - Die Beihilfe wird gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen, nachstehend Verordnung 1407/2013 genannt, gewährt.

**Art. 4** - Der Minister gewährt nach von ihm bestimmten Modalitäten eine Beihilfe dem Unternehmen:

1° das vor dem 1. Oktober 2021 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I. 2. Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaß;

2° dessen Aktivität unter den Code NACE-BEL 56.302 fällt.

**Art. 5** - Die in Artikel 4 Absatz 1 genannte Beihilfe beläuft sich auf:

- 1° 8.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;
- 2° 12.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 10 ist;
- 3° 18.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 und kleiner als 50 ist;
- 4° 24.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 50 ist.

Wenn das Unternehmen im Jahr 2020 gegründet wurde, wird die Beschäftigtenzahl abweichend von Artikel 1 Ziffer 7 auf der Grundlage der durchschnittlichen Zahl der Arbeitnehmer im Jahr der Unternehmensgründung berechnet.

Die Beihilfe nach Absatz 1 wird in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

**Art. 6** - Innerhalb der vom Minister festgelegten Fristen reicht das Unternehmen seinen Antrag auf die Beihilfe mittels eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars bei der Verwaltung ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss das Unternehmen mindestens folgende Angaben machen:

- 1° seine Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° den NACE-BEL-Code der Tätigkeit, für welche das Unternehmen die ergänzende Beihilfe beantragt;
- 3° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;
- 4° die Kontonummer des Unternehmens.

In der in Absatz 2 Ziffer 3 genannten ehrenwörtlichen Erklärung erklärt das Unternehmen mindestens, dass es die in der De-minimis-Verordnung 1407/2013 definierten Höchstbeträge, d.h. 200.000 € in den letzten drei Steuerjahren, nicht überschreitet, und dass es einem Tätigkeitsbereich angehört, der in einem der in Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 4 genannten NACE-BEL-Codes aufgenommen ist.

Die Höhe der Beihilfe wird gemäß Artikel 5 von der Verwaltung berechnet, auf Grundlage der Angaben, die ihr von den authentischen Quellen mitgeteilt werden, und der Unterlagen, die vom Unternehmen übermittelt werden.

**Art. 7** - Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung der Beihilfe unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von dem Generaldirektor der Verwaltung bestellt worden ist.

**Art. 8** - Wenn der Beihilfeantrag nicht zulässig ist, setzt der in Artikel 7 genannte Bedienstete der Stufe A den Antrag aus und meldet dies dem Unternehmen, das seinen Antrag ergänzen und ihn zu einer erneuten Prüfung der Zulässigkeit vorlegen kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Notifizierung der Aussetzung nicht ergänzt wird oder wenn der Beihilfeantrag erneut als nicht zulässig erklärt wird, wird er endgültig annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird das Unternehmen elektronisch darüber informiert, dass die Beihilfe gewährt wird.

**Art. 9** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

**Art. 10** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Oktober 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,  
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/22390]

**28 OKTOBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een aanvullende tegemoetkoming voor ondernemingen met NACE BEL code 56.302 in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op artikelen 10 en 19;

Gelet op het rapport van 13 oktober 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 oktober 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 oktober 2021;

Gelet op het advies 70.352/2 van de Raad van State, gegeven op 27 oktober 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;



Gelet op het Overlegcomité van 20 augustus 2021;

Overwegende dat inrichtingen met NACE-BEL-code 56.302 tot 1 oktober 2021 gesloten waren;

Overwegende dat, na een verlenging van de sluiting tot 1 oktober 2021 voor deze sectoren, deze maatregel bedoeld is om zelfstandigen en ondernemingen die in deze sectoren actief zijn, te ondersteunen bij hun hervatting;

Overwegende dat de betrokken ondernemingen hun omzet fors hebben zien dalen, of zelfs helemaal verdwijnen, en dat hierdoor het inkomen van de ondernemers en van hun werknemers in het gedrang komt;

Overwegende dat het dringend is om dit ontwerp aan te nemen gezien de moeilijke situatie die nog steeds bestaat voor deze ondernemingen die nog steeds ernstige economische schade lijden;

Overwegende dat deze steun met name tot doel heeft de ondervonden moeilijkheden te verminderen en een golf van faillissementen proberen te voorkomen onder de ondernemingen die liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is de tegemoetkoming te versterken en dat het van essentieel belang is zo spoedig mogelijk financiële steun aan deze sectoren te verlenen;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet: het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

2° de Minister: de Minister bevoegd voor Economie;

3° de onderneming: de zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3, §§ 3 en 5, van het decreet, evenals de natuurlijke persoon die een activiteit in hoofd- of bijberoep uitoefent en die, rekening houdend met zijn beroepsinkomsten, sociale bijdragen betaalt;

4° de NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

5° de Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

6° het webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfeuille, die toegankelijk is op <https://indemniteCOVID.wallonie.be>;

7° het personeelsbestand: het gemiddeld aantal werknemers, in 2019 tewerkgesteld via een arbeidsovereenkomst in de gezamenlijke bedrijfszetels van de onderneming die overeenstemmen met de arbeidseenheden (JAE), berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen van 2019.

**Art. 2.** De gezondheids crisis gebonden aan het coronavirus COVID-19 wordt door de Regering erkend als een buitengewone gebeurtenis in de zin van artikel 10 van het decreet.

**Art. 3.** De tegemoetkoming wordt toegekend overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, hierna Verordening 1407/2013 genoemd.

**Art. 4.** De Minister kent volgens de door hem bepaalde nadere regels een financiële tegemoetkoming toe aan de onderneming:

1° die vóór 1 oktober 2021 in het Waalse Gewest eigenaar was van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht;

2° waarvan de hoofdactiviteit onder de NACE-BEL-code 56.302 valt.

**Art. 5.** De in artikel 4, eerste lid, bedoelde tegemoetkoming bedraagt:

1° 8.000 euro als het personeelsbestand 0 is;

2° 12.000 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 5;

3° 18.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10 en lager dan 50;

4° 24.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 50.

In afwijking van artikel 1, 7°, wordt het personeelsbestand, als de onderneming in 2020 opgericht is, berekend over het gemiddelde van het aantal werknemers in het jaar waarin de onderneming is opgericht.

De in het eerste lid bedoelde tegemoetkoming kan slechts eenmaal per onderneming ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

**Art. 6.** Binnen de door de Minister vastgestelde termijnen dient de onderneming haar aanvraag om tegemoetkoming bij de Administratie in via een formulier op het webplatform.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de onderneming ten minste de volgende informatie verstrekken:

1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;

2° de NACE BEL code voor de activiteit waarvoor de onderneming de bijkomende tegemoetkoming aanvraagt;

3° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;

4° het rekeningnummer van de onderneming.

De onderneming verklaart minstens via de in het tweede lid, 3°, bedoelde verklaring op erewoord dat zij de plafonds zoals bepaald in Verordening 1407/2013 niet overschrijdt, namelijk 200.000 euro over de laatste drie belastingjaren en dat zij valt onder een activiteit vermeld in één van de NACE BEL codes bedoeld in artikel 4, lid 1, 4°.

Het bedrag van de tegemoetkoming wordt door de Administratie overeenkomstig artikel 5 berekend op grond van de gegevens die haar zijn medegedeeld via de authentieke bronnen en de documenten die de onderneming heeft verstrekt.

**Art. 7.** De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de tegemoetkoming wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directeur-generaal van de Administratie.

**Art. 8.** Indien de aanvraag niet ontvankelijk is, schorst het personeelslid van niveau A bedoeld in artikel 7 de aanvraag om specifieke tegemoetkoming en brengt hij de onderneming op de hoogte, die haar aanvraag kan aanvullen en indienen voor een nieuw onderzoek naar ontvankelijkheid.

Indien het dossier niet binnen een maand na de datum van kennisgeving van de schorsing is vervolledigd of het verzoek om tegemoetkoming opnieuw niet-ontvankelijk is verklaard, wordt het definitief ingetrokken.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de tegemoetkoming wordt toegekend.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 10.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 oktober 2021.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/205284]

### 28 OCTOBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux missions des médecins coordinateurs et conseillers en maisons de repos et de soins et en maisons de repos et portant modification de l'annexe 120 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 10 juillet 2008 coordonnée sur les hôpitaux et autres établissements de soins, article 170, § 1<sup>er</sup>;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 359;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 décembre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 décembre 2020;

Vu le rapport du 9 décembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone, donné le 10 février 2021;

Vu l'avis 68.475/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 janvier 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne des aînés, donné le 23 février 2021;

Considérant le décret du 3 décembre 2015 relatif à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;

Considérant que si la crise du COVID-19 a mis en lumière dans les maisons de repos et les maisons de repos et de soins un déficit de préparation à la gestion et la maîtrise des infections, elle a aussi mis en avant toute l'importance de pouvoir compter dans les maisons de repos et de soins sur un médecin coordinateur et conseiller de proximité dont les tâches parmi d'autres ont été de coordonner la gestion des soins en concertation avec les médecins traitants lorsque ceux-ci étaient absents, de coordonner l'activité médicale en cas de risque pour la santé des résidents et du personnel, en concertation avec les médecins traitants ou encore de coordonner la continuité des soins médicaux, d'être un relai entre l'établissement, l'hôpital et les cercles de médecins généralistes;

Qu'il est apparu que cette fonction de support s'est très vite transformée en véritable travail de coordination avec les partenaires extérieurs, médecins traitants, hôpitaux,...

Considérant qu'à ce jour, seules les maisons de repos et de soins comptent réglementairement dans leurs rangs un médecin coordinateur et conseiller, contrairement aux maisons de repos;

Qu'il convient de doter également les maisons de repos d'un médecin coordinateur et conseiller dont les missions seront celles dévolues aux médecins coordinateurs et conseillers en maisons de repos et de soins; qu'en effet, la population hébergée dans l'une ou l'autre de ces institutions présente des caractéristiques communes de perte d'autonomie, polyopathie, et que les épidémies frappent sans distinction tant l'une que l'autre;

Qu'il est justifié dès lors de revoir d'une part et d'asseoir d'autre part la qualité, la formation la fonction et les missions du médecin coordinateur et conseiller tant en maison de repos qu'en maison de repos et de soins; que ce médecin coordinateur et conseiller sera un partenaire de proximité locale avec les institutions dans lesquelles il travaillera pour en faciliter et assurer sa présence;